Document generated on 07/03/2025 10:01 p.m.

Histoire Québec

Le « désormais » de Paul Sauvé

Robert Prévost

Volume 5, Number 2, November 1999

Rebelles et Patriotes

URI: https://id.erudit.org/iderudit/11385ac

See table of contents

Publisher(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (print)
1923-2101 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Prévost, R. (1999). Le « désormais » de Paul Sauvé. *Histoire Québec*, *5*(2), 21–28.

Tous droits réservés © La Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

UN MOMENT D'ESPOIR LONGTEMPS ATTENDU

Le «*désormais*» de Paul Sauvé

PAR ROBERT PRÉVOST, journaliste et généalogiste

J'avais tout d'abord pensé m'adresser à vous à bâtons rompus, puisqu'il s'agit de souvenirs personnels, mais comme je devais fatalement exprimer des opinions, j'ai cru préférable de jeter le tout sur papier afin de bien peser mes mots, car la spontanéité risque parfois de dépasser la pensée.

Notre président, M. Gilles Boileau, a jugé que l'actuel congrès se tenant à Saint-Eustache, il était tout naturel d'évoquer la mémoire d'un fils de Deux-Montagnes qui appartient déjà à l'histoire et qui est décédé dans sa demeure de la rue Chénier, il y a déjà trente-sept ans.

Le témoignage d'un fidèle collaborateur

Je n'ai été ni un ami, ni un intime de M. Paul Sauvé, tout au plus un collaborateur pendant huit années et demie et un proche collaborateur pendant cent jours qui ont été un point tournant dans l'histoire du Québec.

Je me dois tout d'abord de souligner que j'ai toujours été apolitique, et ceci est essentiel: autrement, on pourrait croire que mon appartenance à une obédience partisane pourrait infléchir mon jugement. Si, pendant les dix-sept années qui ont suivi le fatidique 2 janvier 1960, période au cours de laquelle j'ai eu plus particulièrement la mission de promouvoir le tourisme à l'échelon de sous-ministre adjoint – si, dis-je, au cours de ces dix-sept années, j'ai œuvré sous la houlette d'une dizaine de grands patrons de niveau ministériel, vous pensez bien que je n'aurais pas survécu à une telle succession si j'avais porté une étiquette partisane !

Joseph-Mignault-Paul Sauvé, premier ministre du Québec de 1959 à 1960.

Rappelons qui furent ces grands patrons du tourisme : tout d'abord, trois premiers ministres, MM. Paul Sauvé, Antonio Barrette et Jean Lesage, dont relevait directement l'Office provincial de publicité. Puis, M. Lionel Bertrand, en sa qualité de Secrétaire de la province quand fut créé l'Office de Tourisme du Québec. Ensuite les titulaires du nouveau ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, institué en 1963 : tout d'abord M. Bertrand, puis MM. Gérard Cournoyer, Alphonse Couturier, Gabriel Loubier, Mme Claire Kirkland-Casgrain, MM. Claude Simard et Yves Duhaime. Comptez-les : il y en a autant que les deux mains comportent de doigts.

Une période ponctuée à quatre reprises par l'arrivée au timon de l'État d'un ci-devant chef de la loyale opposition de Sa Majesté. On ne pouvait survivre à de tels chambardements que si l'on s'était tenu impeccablement loin de la politique partisane!

Cette entrée en matière m'a semblé essentielle, et vous devinez bien qu'au moment, en ce jour même, où je franchis le seuil de ma quatre-vingtième année, ayant toujours bon pied, mais, hélas, moins bon œil, je n'attends de faveurs de personne pour obtenir quelque promotion que ce soit. Croyez donc que mes propos seront aussi apolitiques que l'ont été mes deux carrières dans le journalisme et la Fonction publique.

Cette transition d'une carrière à l'autre m'amène à évoquer mon plus ancien souvenir de M. Sauvé.

Mes premiers balbutiements dans le domaine du journalisme datent de 1934, alors que le réputé Louis Francœur dirigeait *L'Illustration Nouvelle*. Peut-être certains se souviennent-ils encore du «*p'tit journal rose avec des nouvelles dedans*» que chantait Lucille Turner sur les ondes radiophoniques.

Quelques années plus tard, Francœur occupait le poste de directeur général du Service d'urbanisme et de recherche de la Commission métropolitaine de Montréal. Son secrétaire était un brillant jeune homme, Fernand Dostie, que j'appris à connaître. Je ne soupçonnais pas qu'une douzaine d'années plus tard, il deviendrait mon patron et m'initierait aux méandres de l'administration gouvernementale.

Lors du débarquement de Normandie, en 1944, c'est M. Sauvé, vous le savez, qui commandait les Fusiliers Mont-Royal, en l'absence du commandant en titre, M. Guy Gauvreau. Fernand Dostie fut l'un de ses éclaireurs. Il apprit ainsi à la connaître.

En 1946, un nouveau ministère voyait le jour : celui de la Jeunesse et du Bien-Être social. M. Sauvé en devint le premier titulaire. La nomination des sous-ministres était alors un privilège exclusif du premier ministre. M. Sauvé choisit de s'adjoindre un jeune et dynamique collaborateur, Fernand Dostie, en qualité de sous-ministre adjoint.

Sous l'impulsion de M. Sauvé, l'Enseignement spécialisé devait connaître un essor remarquable. Ainsi, l'École de Marine de Rimouski se dota d'un navire-école, un ancien chasseur de sous-marins, un

Fairmile, qui entreprit de sillonner nos eaux pour stimuler le recrutement des élèves. Il avait reçu le nom de *Saint-Barnabé*, celui d'une île située au large de Rimouski.

En 1951 donc, le *Saint-Barnabé* s'amarrait dans le port de Montréal et accueillait les journalistes. Je faisais partie du personnel de la rédaction du *Petit Journal* depuis quatorze ans et c'est en cette qualité que je répondis à l'invitation.

Surprise: c'était M. Dostie qui accueillait les représentants de la presse. Agréables retrouvailles, car j'étais demeuré sans nouvelles de lui pas mal d'années. Et c'est ainsi que j'allais devenir fonctionnaire, presque à mon corps défendant.

Un ancien confrère, M. Gérard Dagenais, chargé jusque là de faire connaître les services offerts par le ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse, venait d'abandonner son poste par suite de l'achat du *Journal de Waterloo*. L'ami Dostie m'offrit de lui succéder. Ma réponse ne pouvait être que négative. Tout d'abord, j'estimais ne pas avoir un tempérament de fonctionnaire. Ensuite, pensais-je, jamais le ministre n'accepterait ma candidature, car mon père était étiqueté comme libéral, alors que, pourtant, selon la croyance populaire, son propre père avait été «bleu comme un raisin». Et puis, mon voisin, député de Laval, ne me souriait plus depuis pas mal de temps, car j'avais fait entreprendre la construction d'un garage après obtention d'un permis. Il en avait fait démolir la structure en sa qualité de conseiller municipal. Incapable d'empêcher la reprise des travaux, il avait fait renvoyer mon père, un modeste journalier de la voirie qui comptait plusieurs années de services, et qui avait été bien vite réembauché.

«*Je vois bien que tu ne connais pas le ministre*, remarqua l'ami Dostie. *Au moins, vas le rencontrer, je lui ai parlé de toi*».

L'entrevue fut courte. La session était en cours, et c'est en marchant côte à côte, dans un corridor, qu'elle se déroula.

Deux questions : combien j'avais d'années d'expérience dans le journalisme et quelle était ma conception d'un service qui aurait pour objectif de renseigner la population sur les initiatives gouvernementales et sur les services qui lui étaient offerts.

–«*Ça va*, me dit-il. *Vous entrez en fonction le 1er avril*»! Aucune question sur l'allégeance politique qui aurait pu être mienne! Et lorsque mon voisin, ce que l'on m'a rapporté, a voulu suggérer que l'on me mette à la porte, il s'en fit poliment montrer une.

Un homme qui savait faire confiance

Cette attitude apolitique de M. Sauvé à mon endroit ne s'est jamais démentie. J'acceptais d'entrer dans la Fonction publique à un traitement inférieur à celui que je recevais en qualité de journaliste. C'est que, d'une part, j'espérais bénéficier éventuellement d'une retraite assurée, ce qui devait être le cas, mais d'autre part, je comptais pouvoir acquérir une précieuse expérience dans le vaste domaine des communications : à celle que je possédais déjà dans le journalisme, s'en ajouterait une en ce qui aurait trait à la conception de campagnes publicitaires, à la publication d'imprimés, à la préparation de programmes de radio et de télévision, à la production de films.

Pour combler le manque à gagner résultant d'un moindre revenu, M. Sauvé me proposa de prendre charge, en fin de semaine, de son hebdomadaire, *La Victoire des Deux-Montagnes*. Je me permis de poser une condition : comme je souhaitais demeurer apolitique, le journal ne devrait pas comporter d'éditoriaux.

Cinq ans plus tard, lorsque l'élection de 1956 se présenta à l'horizon, je devinais bien que M.Sauvé souhaiterait recourir à son journal pour promouvoir sa candidature, et je lui représentai qu'en un tel cas, je ne pourrais continuer d'en assurer la direction. Il l'admit volontiers et me confia le soin de repenser complètement la formule de *Technique*, une revue publiée à l'intention des élèves de l'Enseignement spécialisé, formule qu'il jugeait trop érudite, inaccessible pour une jeunesse étudiante. Le nouveau titre du périodique, *Technique pour tous*, traduirait bien une nouvelle orientation : celle de la vulgarisation. J'en assumai la direction jusqu'à l'automne de 1959.

Pourquoi vous mentionner mon départ de *La Victoire des Deux-Montagnes*? M. Sauvé me demanda si je pouvais lui recommander quelqu'un pour me remplacer. Ma réponse fut affirmative. Il s'agissait d'un jeune journaliste talentueux et travailleur, mais qui ne se privait pas d'afficher son credo libéral. Je n'ai pas assisté à l'entrevue, mais le jeune confrère m'a rapporté que M. Sauvé lui avait dit que ses opinions politiques lui appartenaient, que ce qu'il attendrait de lui serait une indéfectible loyauté. Ses services furent retenus. Ce journaliste devait plus tard entrer à la ré-

Domicile de l'honorable Paul Sauvé, rue Chénier, à Saint-Eustache (Photo : G. Boileau)

daction du cahier de rotogravure *Perspectives*.

Permettez-moi ici une digression. Je ne sortirai pas véritablement du sujet de cet entretien, mais comme M. Sauvé est décédé il y aura bientôt quatre décennies, les plus jeunes d'entre vous n'ont peut-être qu'une vague idée du rôle qu'a joué sa famille dans l'histoire des Deux-Montagnes, et les moins jeunes, de lointains souvenirs de ce que fut son père, M. Arthur Sauvé.

Avant Paul, il y eut Arthur

Nous étions en 1956. Or, l'année 1958 allait être marquée d'une pierre blanche dans les annales politiques du comté, soit le cinquantième anniversaire de la représentation de celui-ci par les Sauvé, père et fils, à Québec, et cela, sans discontinuité, sauf l'espace d'une session.

Fils d'un cultivateur qui était réputé notamment pour l'élevage des chevaux, Arthur Sauvé naquit à Saint-Hermas en 1874. Après des études à l'école paroissiale, à l'Université puis à l'École d'agriculture d'Oka, il se tourna vers le journalisme, tout d'abord au *Monde Canadien*, puis à *La Presse* et à *La Patrie*. Il prend ensuite la direction de *La Nation*, puis celle du *Canadien*. Le journalisme le motive à ce point qu'en 1918, alors qu'il dirige l'Opposition, à Québec, il fit revivre *La Minerve*, dont il assumera la direction pendant deux ans.

C'est en 1908 qu'Arthur Sauvé fut élu pour la première fois député du comté des Deux-Montagnes, puis toujours réélu jusqu'en 1930 alors qu'il décida de poursuivre sa carrière politique dans l'arène fédérale. À Sainte-Scholastique, le 23 octobre, une convention du parti conservateur choisit son fils Paul à l'unanimité comme candidat. Il n'avait que 23 ans.

Le reporter du *Devoir*, qui assista à cette assemblée de mise en candidature, la rapporte presque avec lyrisme, citant les propos de ce père *«vieux guerrier blanchi sous le harnois»* disant toute l'anxiété qui l'habitait au moment où allait prendre une grave décision un fils en qui il avait fondé les plus grands espoirs. Des *«effets de manche»*, bien sûr, comme l'on dirait d'un avocat plaidant devant un tribunal, mais qui ne ratent pas toujours l'objectif. *«Vous allez entendre mon fils*, ajouta-t-il, selon *Le Devoir. Il est encore temps de refuser. Vous êtes parfaitement libres de choisir un autre candidat et vous ne trouverez pas chez moi le moindre ressentiment»*. Bien sûr, ce père ne doutait pas du résultat de l'assemblée.

Arthur Sauvé, député de Deux-Montagnes à Québec de 1908 à 1930

L'année 1958, donc, devait marquer le cinquantenaire de la représentation du comté des Deux-Montagnes à Québec par les Sauvé, père et fils. Il convient cependant de souligner qu'après 1930, M. Arthur Sauvé fut ministre des Postes dans le cabinet fédéral, puis sénateur pour la division de Rigaud jusqu'à son décès au début de 1944.

On devine facilement que l'année 1958 ne passa pas inaperçue dans le comté des Deux-Montagnes. Tout en prévoyant que je demeurerais loin des manifestations politiques qui marqueraient ce cinquantenaire, j'y voyais une occasion rêvée de réaliser un document qui évoquerait l'histoire de cette région du Québec et qui rappellerait le suprême sacrifice des Patriotes de 1837-38.

Je soumis ce projet à M. Sauvé qui l'accepta aussitôt et décida que son journal, *La Victoire des Deux-Montagnes*, en assumerait le coût, de façon que chaque foyer du comté en reçoive un exemplaire. C'est ainsi que vit le jour *L'Album des Deux-Montagnes / The Two Mountains Album*, deux éditions distinctes, chacune illustrée de plus de 400 gravures, reproductions de documents anciens et, surtout, de photos représentant églises, écoles, maisons ancestrales, croix de chemin, fermes prospères. Quelle joie ce fut, les samedis et dimanches, d'accompagner le photographe chargé de fixer sur pellicule cet inventaire du patrimoine d'une terre aussi empreinte d'histoire.

Bien sûr, je n'avais pas prévu qu'une partie de ce comté, où se trouvaient des terres figurant parmi les plus fertiles du Québec, allait recevoir quelques années plus tard les chapes de béton d'un aéroport défiant la surréalité.

J'ai la faiblesse de penser que *L'Album des Deux-Montagnes* demeure un témoin visuel du patrimoine de ce comté tel qu'il se présentait il y a trente ans, et l'un des exemplaires que je possède comporte une dédicace qui m'est chère: *«Avec mes remerciements sincères et mes compliments pour un travail magnifique. J.M.P. Sauvé»*. Hommage d'autant plus apprécié qu'il en avait rarement l'habitude.

Une information au service du citoyen

Dès 1951, ai-je rappelé, lors de ma première rencontre avec M. Sauvé, il m'avait demandé quelle était mon expérience dans le domaine du journalisme et quelle était ma conception de l'information gouvernementale à l'endroit de la population. Les principes que je lui formulai alors, je devais avoir le privilège de les mettre en pratique pendant plus de huit ans, en ayant recours à tous les outils de communication disponibles : campagnes publicitaires, rédaction et diffusion de nouvelles à la presse, présentation de reportages à la radio et à la télévision, production et projection de films, participation à des expositions et diverses initiatives ponctuelles.

Il s'agissait de mieux faire connaître, d'une part, l'important réseau de l'Enseignement spécialisé (une soixantaine d'écoles de métiers, d'écoles techniques et d'institutions formant des jeunes qui se destinaient à des carrières spécifiques: meuble et arts appliqués, textile, papeterie, marine, arts graphiques) et, d'autre part, une batterie de mesures sociales: pen-

sions de vieillesse, puis d'assistance-vieillesse, allocations aux mères nécessiteuses, pensions aux aveugles et aux invalides, puis, à partir du 1er avril 1957, administration de toutes les prestations d'assistance publique, sauf celles ayant trait à l'hospitalisation ou ayant un caractère médical. À ces deux vastes domaines d'intervention s'en ajoutait un troisième: la rééducation de la jeunesse délinquante ou en danger moral.

Au cours des récentes semaines, on a dit beaucoup de bien de Boscoville. On a cité le cas de plusieurs de ses anciens élèves qui devaient faire un éclatant succès de leur existence. N'est-ce-pas en 1954, sous l'égide du ministre du Bien-Être social et de la Jeunesse, que le père Albert Roger put établir son œuvre?

Pendant ces huit années, j'habitais le quartier Bordeaux, où j'avais vu le jour, et mon bureau était à Montréal, carré Saint-Louis. Très souvent, le lundi matin, j'allais voir M. Sauvé à son domicile de Saint-Eustache pour lui faire part de mes projets et de mes suggestions dans le domaine de l'information et de m'assurer que le tout était conforme à ses vues et à son programme.

Je revois encore ce magnifique tableau grand format de Marc-Aurèle Fortin qui ornait son bureau, l'un de ces ormes imposants qui caractérisent l'œuvre du peintre.

Il était toujours souriant, exprimait son avis sur les suggestions qui lui étaient soumises, exposait volontiers ses objectifs, mais ne formulait que rarement une demande précise. Il fallait en quelque sorte aller au-devant de sa pensée, pressentir sa sensibilité, déceler la longueur d'onde de ses intimes convictions. Long et difficile apprentissage, mais quelle satisfaction de se rendre compte qu'on n'est pas qu'un simple instrument entre les mains d'un virtuose. C'est ici que le mot *collaborateur* prend sa véritable signification.

Malgré un accueil toujours chaleureux, aucun de nous ne s'est jamais senti en relation familière avec lui. On en sourira maintenant, alors que tout blanc-bec estime naturel de tutoyer un doyen de faculté universitaire. Il subsistait toujours une certaine distance entre le patron et nous, sans jamais que celle-ci ne semblât découler d'un sentiment de supériorité.

Il était surtout question de l'Enseignement spécialisé lors de ces entrevues. En certains milieux, on n'avait pas encore saisi l'importance de former des ouvriers spécialisés et des techniciens. On considérait trop souvent les écoles techniques et d'arts et métiers comme des institutions destinées aux ratés du système scolaire conventionnel. Votre fils n'a pas réussi ses examens de fin d'année? Inscrivez-le à l'école d'arts et métiers régionale! Il y avait en ce domaine une importante côte à remonter dans l'opinion publique, même chez pas mal d'éducateurs.

Rarement, mais parfois, ces brèves entrevues se terminaient par des échanges étrangers à mes fonctions. Ceux qui ont bien connu M. Sauvé vous diront, je pense, qu'au-delà d'un cercle d'amis intimes, il ne se permettait pas de manières familières avec les gens, en tout cas, certainement pas avec son personnel. Un sourire, une pointe d'humour, un regard amusé et malicieux, et l'on saisissait vite sa pensée. Il n'était pas homme à qui l'on pouvait impunément poser une question indiscrète.

Il en est une qui se présentait depuis quelques mois à mon esprit et que je lui formulai, un lundi matin, à la faveur d'un climat de confiance que je ressentais comme mutuelle. J'en avais déjà esquissé les premiers mots que, déjà, j'aurais voulu les retirer .

- *«Mais non, Robert, qu'est-ce que vous voulez savoir?»*

Impossible de m'y soustraire. Des amis dignes de foi m'avaient rapporté que mon ministre et le premier ministre n'étaient pas toujours sur la même longueur d'ondes, que ses collègues du cabinet comptaient souvent sur son prestige et sa faculté de persuasion, lors des réunions du cabinet ministériel, pour infléchir des orientations ou des décisions prises au plus haut niveau, bénéficiant en cela auprès du «grand patron» d'une considération qui avait vu le jour alors qu'un père adoré des gens de Deux-Montagnes, poursuivait une incessante carrière à laquelle la fortune politique n'avait pas souri, notamment en qualité de chef de l'Opposition, à Québec, ce qui ne l'avait jamais privé du fidèle soutien de la population des Deux-Montagnes.

- *«On dit même, M. Sauvé, que si vous vous absentez assez souvent des réunions du Conseil exécutif, c'est pour manifester votre dissidence»*, poursuivis-je...

- *«Et alors, votre question?*

- *Si tel est le cas, comment expliquer que vous demeuriez au sein de votre parti?»*

- Je sentis son regard me pénétrer.

Entre les principes et le quotidien

Après un court moment de réflexion, il me répondit d'une voix calme et sereine: *«Quand on choisit de faire carrière en politique, c'est pour s'y consacrer, non seulement en fonction des principes, mais dans le concret du quotidien. C'est à l'intérieur d'un parti qu'on peut le mieux participer à façonner les politiques. Tout ce qui est humain est perfectible et il n'y a pas à rougir de demeurer dans les rangs du moins imparfait des partis, même si l'on doit marquer le pas entre les occasions qui se présentent d'être utile, et en attendant la possibilité de pouvoir peut-être servir à un plus haut niveau en contribuant à l'orientation des politiques»*.

Une situation d'attente, c'était précisément celle de M. Sauvé tout au long de la décennie des années cinquante, et sa réponse ne m'a jamais quitté. Je me la suis répétée lorsqu'en septembre 1959, ses collègues le choisirent unanimement pour prendre le timon du gouvernement.

Lorsque M. Sauvé devint chef de l'Exécutif, on s'étonnait de ce qu'il trouvait «spontanément» des solutions aux problèmes de l'heure. Pendant les années ou je me présentais à son domicile de Saint-Eustache, le lundi matin, il lui arrivait parfois, après m'avoir fait part de ses instructions en ce qui avait trait à son ministère, d'aborder un autre sujet, tout en terminant sa tasse de café: agriculture, économie, richesses naturelles, culture, éducation. etc... Ces domaines de l'intervention gouvernementale, il en tenait le pouls pendant cette décennie d'attente.

Cette attente n'allait pas être vaine, et on le pressentait, même au *Devoir*, qui

critiquait sévèrement le régime en place. Dès le 17 juin 1959, mon regretté confrère et ami Pierre Laporte y écrivait: «*Aux yeux des observateurs politiques, il ne fait plus de doute depuis longtemps que le seul candidat à la succession du fondateur de l'Union Nationale, c'est M. Sauvé...*

«*Si l'on prenait un vote parmi les députés de ce parti*, continuait le journaliste, *il est certain que M. Sauvé recueillerait la presque totalité des voix... Le ministère que dirige M. Sauvé est probablement le mieux administré de tous. Il n'y a pas un ministre pour défendre ses crédits avec autant d'habileté et de science. Le secret*, continuait Pierre Laporte, *c'est probablement que M. Sauvé sait s'entourer d'auxiliaires en qui il a confiance, qui sont compétents et à qui il laisse de l'initiative.*

«*M. Sauvé donne une autre preuve de ses qualités de chef, la plus impressionnante peut-être. Membre d'un cabinet composé de gens qui font profession d'abandonner toute personnalité, il est peut-être le seul qui exige et obtient ses coudées franches*».

Il attachait beaucoup d'importance, ai-je souligné, à la nécessité de bien informer la population des informations prises par les autorités politiques et des services qu'elle pouvait en attendre.

En 1946, le premier ministre créait l'Office provincial de publicité et le plaçait sous sa juridiction immédiate, en en confiant la direction à un ancien journaliste du quotidien *La Patrie*, M. Georges Léveillé, qui avait été jusque là son secrétaire. Les mauvaises langues serrent la vérité de près. Quoi qu'il en soit, j'ai personnellement connu M. Léveillé, à qui je devais soumettre les programmes des campagnes publicitaires du ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse. C'était un homme d'une parfaite urbanité.

Hélas, la mort le faucha subitement en mai 1956, à l'hôtel Windsor de Montréal. On ne jugea pas à propos de le remplacer. J'allais devenir son successeur... trois ans et demi plus tard !

Le souci de rompre d'avec le passé dans le domaine de l'information fut à ma connaissance le premier qui retint l'attention du nouveau chef de l'État.

L'Office provincial de publicité avait eu jusque là trois responsabilités: l'administration des campagnes publicitaires de tous les ministères, la promotion de l'industrie touristique par le truchement d'un Service du tourisme et la production des films et des photos dont l'ensemble du gouvernement avait besoin, et cela, par un autre organisme, le Service provincial de Ciné-photographie, le futur Office du film. Aucune mission eu égard à l'information, de sorte que le nouveau directeur de l'Office fut en même temps nommé chef de l'information, le tout à compter du 15 septembre 1959. Le nouveau premier ministre venait tout juste d'entrer en fonction.

L'arrêté ministériel qu'il proposa a cet effet faisait suite à deux attendus :

«*Qu'il soit désirable et nécessaire que le peuple de la province de Québec reçoive toute l'information qui lui est nécessaire pour se tenir au courant de l'administration de ses affaires et pour apprécier la valeur des actes posés par ses administrateurs...*

«*Qu'à ces fins, il est à proposé de créer un poste de chef de l'information et que le titulaire de ce poste ait pour principales attributions de fournir aux différents services d'information de la presse, de la radio et de la télévision tous les renseignements qui leur sont nécessaires pour renseigner le peuple de la province de Québec*».

En 1936, Paul Sauvé était désigné pour remplir les fonctions de Président de l'Assemblée législative.

Désormais...

C'était là un premier «***désormais***». Quelques jours plus tôt, l'huissier à la verge noire avait défendu l'accès à la cathédrale de Trois-Rivières aux caméras de Radio-Canada lors des funérailles de l'ancien premier ministre.

Autre «***désormais***» au chapitre de l'information : les caméras de Radio-Canada étaient présentes pour la première fois au «salon de la race», quelques semaines plus tard, lors de l'ouverture de la session. Hélas, le même réalisateur, M. Jean-Maurice Laporte, devait présider, au début de janvier, à la diffusion, d'un océan à l'autre, des imposantes funérailles du nouveau premier ministre.

Lorsque j'arrivai à Québec dans les tout premiers jours de septembre 1959, dès après le décès du premier ministre, je n'y connaissais à peu près personne, à part quelques anciens confrères journalistes membres de la Galerie de la presse, au Parlement, et les autorités supérieures des ministères de la Jeunesse et du Bien-Être social que je venais rencontrer occasionnellement depuis mon bureau du square Saint-Louis, à Montréal. J'ai dit «des ministères», car au cours de la session de 1958-59, le ministère avait été scindé en deux entités distinctes, tellement il s'était développé. M.Sauvé était resté titulaire des deux.

Dès son assermentation, M. Sauvé me demanda d'agir auprès de lui en qualité d'attaché de presse. Et c'est ainsi que j'eus le privilège quotidien de vivre au rythme d'une incroyable transfusion de dynamisme dans l'administration gouvernementale. Il avait choisi pour assumer le poste de chef de cabinet celui qui avait été son sous-ministre adjoint à la Jeunesse et au Bien-être social, M. Fernand Dostie, que l'on ne pouvait sûrement pas soupçonner, lui non plus, d'inertie!

Les décisions se prenaient avec une indomptable énergie. J'étais aux premières loges pour m'en rendre compte. Dès le 19 septembre, le *Globe and Mail* de Toronto écrivait: «*Si l'on s'en remet aux apparences, Robert Prévost, un ancien journaliste de Montréal, sera l'un des fonctionnaires les plus occupés*».

Les cent jours qui devaient suivre ont été vécus sous le signe d'une inimaginable tension, mais combien motivante! Redressement immédiat de la gestion des campagnes publicitaires visant à promouvoir le tourisme, augmentation générale de traitement pour tous les fonctionnaires, mise en route d'un vaste programme d'évaluation des tâches et de classification dans toute la Fonction publique, porte ouverte à tous les journalistes et commentateurs de la radio et de la télévision, règlement presque instantané de problèmes demeurés jusqu'alors litigieux (je songe par exemple à celui des subventions fédérales aux universités), décision de mettre fin aux pèlerinages annuels des municipalités à Québec, inauguration de l'autoroute des Laurentides, annonce du projet de construction de trois usines hydroélectriques sur la Manicouagan et d'une réévaluation du système d'enseignement, mise en route d'un programme de visites dans les différentes régions du Québec, résurgence du dossier de la frontière du Labrador... un rythme presque infernal qui non seulement comblait les heures ouvrables, mais monopolisait toutes celles des loisirs et hypothéquait celles du sommeil.

C'était comme l'explosion d'une poussée trop longtemps contenue. Je ne saurais passer sous silence un souvenir qui est profondément gravé dans ma mémoire, et qui m'a suggéré le titre de cet entretien. J'étais bien sûr présent au point de presse au cours duquel M. Sauvé répondit à un journaliste –c'était, je crois, le confrère Vincent Prince, de *La Presse*– qui demandait quelle serait l'orientation des politiques du Québec en différentes matières: «*Désormais...*»

Cet adverbe illustrait bien la promesse que le Québec venait d'accrocher une nouvelle enseigne : celle de l'ouverture. Cet historique *désormais* m'a tellement frappé que je l'ai rapporté dans mon modeste *Petit dictionnaire des citations québécoises* paru en 1988.

Les journalistes présents à ce point de presse ne furent pas les seuls à saisir le sens de cet adverbe.

«*Nous assistons à une opération de déblocage*, lisait-on dans *Le Devoir* du 16 octobre 1959 sous la signature de Candide (pseudonyme de M. André Laurendeau). *M. Sauvé est un conservateur. On aura sûrement l'occasion de s'en apercevoir. Mais il a de la souplesse, et guère de manies. On imagine que, pour un pareil homme, la vie n'a pas été rose tous les jours : car il n'a certainement pas improvisé les mesures qu'il multiplie depuis un mois et demi*».

En lisant cet éditorial, le lendemain du 16 octobre, je me remémorais la réponse qu'il m'avait faite, quelques années plus tôt, alors que je lui demandais timidement pourquoi il demeurait au sein d'une équipe dont il ne partageait pas toutes les vues.

J'ai cité l'opinion de l'ancien confrère André Laurendeau, parue dans *Le Devoir*. Ce renversant *désormais* a-t-il survécu à l'étonnement du moment? M. Lionel Bertrand, qui fut longtemps député du comté voisin de Terrebonne et n'appartenait pas à la même formation politique que M. Sauvé, écrivait seize ans plus tard ce qui suit dans son ouvrage intitulé *Quarante ans de souvenirs politiques* :

Rien ne sera plus pareil

«*Paul Sauvé apporte avec une forte personnalité un style différent, une politique axée sur l'avenir et de laquelle il écarte souvent le laisser-aller. Maintes fois, sur les lèvres de Paul Sauvé, souvent harcelé par l'opposition, revient ce mot magique qui met fin à une époque:* DÉSORMAIS... –*"Désormais"*, poursuit M. Bertrand, *tout changera. Ce ne sera plus "désormais" le même style à l'Assemblée législative. L'administration, "désormais", vivra des jours nouveaux. "Désormais" primera le travail d'équipe, et primera aussi la voix du peuple. La province aura "désormais" une nouvelle figure*».

S'agissait-il véritablement d'une «nouvelle enseigne»? Ceux qui assistèrent à l'ouverture de la session ne pouvaient en douter. Il était coutumier pour un sous-ministre de s'asseoir tout à côté de son ministre lorsque celui-ci présentait ses prévisions budgétaires à la Chambre, afin de lui fournir des renseignements advenant des questions pointues.

Lorsque vint le moment d'exposer les données du budget de l'Office provincial de publicité pour l'exercice financier suivant, j'étais à la droite de M. Sauvé. Rappelons que cet Office avait trois responsabilités dont celle de promouvoir le tourisme et qu'il relevait de ce que l'on désignait alors comme le département du Conseil exécutif, donc du premier ministre.

En face siégeait le chef de l'Opposition. Lorsque l'orateur (on ne disait pas encore le président) invite le premier ministre à exposer les détails du budget de l'Office, M. Lapalme demanda la parole. Hélas, le *Journal des Débats* n'existait pas encore, mais je m'efforcerai de rapporter le plus fidèlement possible les propos de M. Lapalme: «*Monsieur l'Orateur, session après session, j'ai blâmé le gouvernement pour son inaction dans le domaine de la promotion du tourisme qui constitue pourtant une précieuse source de prospérité. On n'a même pas jugé à propos de donner un successeur à l'ancien directeur de l'Office décédé il y a déjà plus de trois ans. Il est logique de croire que, cette fois, le gouvernement va enfin changer de cap. Il a nommé à la direction de l'Office un ancien journaliste qui, pendant plusieurs années, par ses chroniques d'intérêt historique, a démontré sa fierté à l'égard du Québec. Je propose donc, Monsieur l'Orateur, l'adoption du budget de l'Office, sans la moindre question*».

J'avais soigneusement préparé tout un dossier démontrant qu'il y aurait effectivement changement de cap. Je m'étais imposé plusieurs heures d'un travail inutile, mais je ne pouvais que me réjouir de cette marque de confiance pour le moins inattendue.

S'agissait-il véritablement d'une «nouvelle enseigne»? Dix ans plus tard, M. Georges-Émile Lapalme qui, en qualité de chef de l'Opposition, avait été l'objet de tant de désobligeants quolibets, mais avait eu l'occasion de connaître la gentilhommerie l'espace d'une demi-session, écrivait dans ses souvenirs, intitulés *Le Vent de l'Oubli* :

«*De septembre à janvier, Paul Sauvé, débordé, n'utilisa plus dans ses discours qu'un seul mot : désormais. Avec ce vocable, il séparait deux modes de vie politique, deux ères dont la dernière serait trop brève pour porter son nom. C'était réellement une vie nouvelle*». Et M. Lapalme d'ajouter: «*Paul Sauvé, premier ministre du Québec pendant cent jours, disparut dans une apothéose*».

Plusieurs analystes qui ont vécu cette courte période ont vu dans ce désormais le premier coup de clairon de ce qui devait être plus tard désigné comme la Révolution tranquille. Vingt-sept ans plus tard, M. Jacques Parizeau disait que M. Sauvé était été une charnière.

Paul Sauvé, un orateur recherché

Un premier ministre qui inspirait la fierté

Quelques heures avant de quitter Québec pour venir passer les Fêtes avec les siens, M. Sauvé me convoque à son bureau. Ma famille habitait encore à Bordeaux. D'habitude enjoué, sa figure était empreinte de tristesse, trahissait de l'épuisement. Après quelques instants de silence, il se reprit. «*Je suis fatigué. Je me couche le soir avec les problèmes de la province. Ils m'accompagnent toute la nuit et m'occupent encore l'esprit le matin, quand je m'éveille. Je suis fatigué. Il ne faudrait pas que j'aie une défaillance, il y a trop à faire!*» Après un instant, il me dit qu'en fin d'après-midi, il se rendait à Dorval par avion, et il m'invita à profiter de l'occasion pour rentrer chez moi. Deux voitures devaient être à Dorval et l'une d'elles pourrait faire un crochet par Bordeaux pour m'y déposer.

Je devais revoir M. Sauvé une seule autre fois, le soir du 29 décembre, alors qu'il fut l'invité de l'émission *Press Conference*, de la CBC. Les quatre journalistes qui le recevaient, MM. Tim Creery, du bureau d'Ottawa du quotidien *Montreal Star*, Langevin Côté, du *Globe and Mail*, et Blair Fraser, du magazine *Maclean's*, et Mme Jeanne Sauvé, alors pigiste, future gouverneure générale du Canada. Après le programme, Mme Sauvé, dont l'allégeance politique était connue, déclara: «*Voilà que le Québec a un premier ministre dont je puis être fière*». Ses propos furent cités dans le *Montreal Star* du 2 janvier 1960.

Avant de quitter le studio, M. Sauvé me prit à part: il souhaitait que je convoque tous les médias dès la réouverture de la session, mais sans en révéler la raison. «*Je sais que vous avez la confiance des journalistes; ils vous croiront si vous leur dites qu'il s'agit d'un important dossier*». Il ne voulait pas éventer la mèche, mais me dit de quoi il serait question : le premier ministre du Canada, M. Diefenbaker, viendrait annoncer sur le parquet de l'Assemblée législative, à Québec, qu'une solution avait été trouvée au problème des subventions aux universités. C'était l'un des plus importants brandons de discorde entre Ottawa et Québec.

Il sied peut-être d'ouvrir ici une parenthèse. Il n'a jamais été révélé, à ma connaissance, que M.Sauvé se proposait d'entreprendre en 1960 une tournée de conférences à travers tout le Canada pour *expliquer* le Québec à la population des autres provinces. Les Canadiens anglophones ont toujours fait preuve de respect à l'égard des militaires. Ce n'était pas seulement le premier ministre du Québec qui s'adresserait à eux, mais *Brigadeer, the Honourable Paul Sauvé*, qui commandait les Fusiliers Mont-Royal lors du Débarquement de Normandie: *he had served* !

Quel aurait été le grand thème de cette tournée ? Je l'ignore totalement et je n'entreprendrai pas de formuler des hypothèses. Tout ce que je me contenterai de dire, c'est que, compte tenu des profondes racines que la famille Sauvé avait poussées dans le terreau du Québec, notamment dans celui particulièrement fertile de ce comté des Deux-Montagnes, terre par excellence des Patriotes, le Québec n'en serait pas sorti amoindri.

Paul Sauvé et sa famille, en août 1958.

Les derniers souvenirs

Pour terminer, une gerbe de souvenirs. Les plus tristes.

2 janvier 1960, vers les 6 heures : le téléphone me tire du lit. C'est la voix de Fernand Dostie, le chef de cabinet du premier ministre.

- «*Robert, viens tout de suite à Saint-Eustache!*

- «*À Saint-Eustache? Mais, pourquoi?*»

La voix est sèche: c'est un ordre.

Il m'ouvre. C'est vrai! Dès lors, je recevrai tous les appels téléphoniques reçus à la résidence familiale. Je renonce à les évoquer, car la nouvelle se répand comme une traînée de poudre. Ils fusent de partout. C'est le curé de Notre-Dame de Montréal qui offre que la vénérable et historique église serve de chapelle ardente. «*Non*, dira Mme Sauvé, *c'est avant tout mon mari et le père de mes enfants qui est décédé : il sera exposé dans le salon*». C'est M. John Diefenbaker qui demande: «*How can get to St. Eustache?*», car il veut assister aux funérailles, et la petite rue Chénier n'aurait jamais connu une telle affluence. Ce sont les journalistes, tous des amis et d'anciens confrères, qui veulent vérifier la véracité des rumeurs qui s'emparent du Québec. Et puis, il y a le confrère Jean-Marie Laporte, de Radio Canada, qui a en quelque sorte présidé à l'admission des caméras de la télévision à l'Assemblée législative quelques semaines plus tôt.

Jean-Maurice a deux problèmes. Il souhaite qu'une tour soit érigée au cimetière afin que la cérémonie de l'inhumation soit diffusée au moyen d'une vue en plongée, mais son principal souci est le strict respect du moment où débuteront les funérailles : 9 heures. Il doit s'agir d'une transmission en direct, d'un océan à l'autre. Donc, aucun délai ne devrait résulter da la signature, en sacristie, de l'acte d'inhumation, comme c'est souvent le cas.

Pour l'anecdote, je vous mentionnerai un étonnant réflexe que j'ai eu lorsque je suis allé demander au curé, le chanoine Rodrigue, la veille des funérailles, d'apporter les registres de l'état civil dans la cuisine de la demeure familiale. Je me vois encore suivant le chanoine, traversant la rivière du Chêne. Il avait le registre sous le bras et je tenais plume et encrier. Pourquoi? Je ne l'ai jamais vraiment su. J'avais depuis quelques décennies l'habitude de consulter des documents dans la poursuite de recherches historiques. Mon subconscient m'avait-il prévenu que toute variante dans la couleur de l'encre des signatures et de l'acte proprement dit pourrait être source d'interrogations chez les généalogistes? Je ne le saurai jamais.

* * * *

Je n'ai pas assisté, dans l'église, aux funérailles de M. Sauvé. J'étais trop crevé. C'est dans l'unité mobile de Radio-Canada, aux côtés de mon confrère Jean-Maurice Laporte, que je me fis tout petit pendant qu'il régissait ses cameramen.

* * * *

Je ne souhaite pas conclure cet entretien par une appréciation personnelle du deuil national qui marque ce début de l'année 1960. Je ne m'en remettrai qu'à une seule opinion qui résume toutes les autres : celle que l'on retrouve dans la livraison du premier trimestre de 1961 du *Bulletin des Recherches historiques* :

«*Les initiatives qu'il prit à un rythme inconnu jusqu'alors, la transfusion de dynamisme qu'il apporta à l'administration, les attitudes courageuses qu'il adopta en de nombreux domaines jusqu'alors litigieux, l'énergie indomptable dont il fit preuve devant les problèmes qui se posaient simultanément à son attention, l'ardeur fulgurante avec laquelle il se mit au travail le hissèrent sur un piédestal qui constitua une sorte de plaque tournante dans l'histoire politique du Québec*».

«*C'est ce piédestal qui s'effondra, le matin du 2 janvier 1960, dans un foyer encore tout vibrant des joies sincères du nouvel an. De tous les coins du pays, la stupeur s'exprima dans un même cri : non seulement le Québec, mais le Canada tout entier venait de subir une lourde perte. Jamais peut-être des regrets ne s'étaient exprimés de façon aussi unanime. C'est à l'Histoire qu'il appartiendra d'évaluer la portée politique des cent jours de Paul Sauvé*».

J'ai pensé qu'à des fervents de l'Histoire, en cette terre évocatrice du sacrifice des Patriotes, je n'aurais pu citer mieux qu'un périodique consacré à l'Histoire. ■

(Texte déposé en juin 1997)